



ABONNEMENTS

Un an: Six mois
Suisse . . . Fr. 6» — Fr. 3» —
Union postale » 12» — » 6» —
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le Jeudi et le Dimanche à la Chaux-de-Fonds

ANNONCES

Provenant de la Suisse 20 ct. la ligne
» del'étranger 25 » » »
Minimum d'une annonce 50 cent.
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des Industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats professionnels.

Echange entre producteurs et consommateurs suisses

Le Conseil d'Etat du canton de Neuchâtel, a reçu la lettre suivante, qui a trait à l'organisation de bureaux de renseignements destinés principalement à mieux faire connaître aux consommateurs suisses, les produits nationaux qui pourraient avantageusement remplacer les nombreux articles que nous tirons de l'étranger.

Monsieur le Président et Messieurs,

Jusqu'à présent les producteurs, agriculteurs et industriels suisses, n'ont pu trouver une représentation suffisante de leurs intérêts, et le besoin d'une action commune à cet effet se fait vivement sentir, c'est ce qui a décidé les associations soussignées à s'unir pour l'organisation de bureaux suisses de renseignements destinés à faciliter l'échange entre producteurs et consommateurs suisses.

Les statuts ci-joints vous expliqueront nettement le but et l'organisation de ces bureaux; nous ne croyons pas nécessaire d'insister sur l'importance et l'utilité de cette création pour les intérêts généraux de la Suisse, cependant nous nous permettons d'attirer votre attention sur les points suivants qui serviront de base à nos projets.

En premier lieu, disons que ces bureaux auront un caractère d'utilité générale et devront écarter soigneusement toute influence, toute préférence particulière; c'est pour cette raison qu'on a dû renoncer à la fondation d'une société privée.

Nous prévoyons, tout d'abord, deux bureaux similaires, ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs, dans les deux plus grands centres commerciaux de l'Est et de l'Ouest de la Suisse, estimant que nos premiers efforts doivent tendre à activer et à développer le trafic entre la Suisse orientale et la Suisse occidentale.

Ces bureaux seront régis par un règlement de service à établir par le comité de façon qu'ils puissent rendre immédiatement les services que l'on est en droit d'en attendre (ce règlement pourra être révisé en tout temps).

Les deux bureaux seront en rapports permanents pour l'échange des renseignements, des matériaux et des dossiers qui pourront leur être utiles. Dès que le besoin s'en fera sentir, d'autres bureaux ou succursales pourront être fondés.

Pour la création de ces bureaux, la question financière joue un grand rôle; les sociétés soussignées ne sont malheureusement pas en état de les subventionner suffisamment, elles comptent donc, pour la réalisation de leur tâche, sur l'appui financier des autorités intéressées à la prospérité de l'industrie et au développement des transactions commerciales. Ces bureaux ne pourront traverser les premières années de leur existence qu'avec leur appui, car c'est seulement lorsque leur utilité aura été démontrée et reconnue par les producteurs, qu'ils pourront subvenir à leurs frais par les contributions de ces producteurs et les subsides des corporations intéressées.

Le comité d'étude a élaboré un projet de budget que nous nous permettons de joindre à la présente. Nous comptons recevoir annuellement :

- | | |
|--|------------|
| 1. de la Confédération | fr. 15,000 |
| 2. des cantons et communes | » 30,000 |
| 3. des producteurs et corporations intéressées | » 10,000 |

En conséquence de ce qui précède, nous avons l'honneur de vous demander une subvention *annuelle de fr. 1000* vous assurant que cette dépense sera largement contrebalancée par les avantages qu'en retireront l'industrie et le commerce.

Nous restons à votre disposition pour de plus amples renseignements et prenons la liberté, vu les circonstances spéciales, de vous demander une prompte réponse.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute et respectueuse considération.

Genève et Zurich, le 1^{er} Avril 1893.

*Comité central de l'Union suisse des Arts et Métiers.
Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie.*

*Comité central de la Société suisse des Commerçants.
Union des Sociétés suisses de développement.
Association des Intérêts de Genève.*

Statuts des bureaux suisses de renseignements pour l'achat et la vente des produits nationaux

§ 1. — Le but des bureaux suisses de renseignements est de servir de centre de renseignements concernant toutes les questions d'achat et de vente d'une façon générale, et de développer l'échange des produits nationaux dans tous les domaines.

§ 2. — Pour atteindre ce but, il est créé d'abord deux bureaux permanents ayant leur siège l'un à Zurich, l'autre à Genève.

§ 3. — Ces bureaux sont placés sous la direction d'un conseil d'administration. Les sociétés patronesses sont représentées dans ce conseil de la manière suivante :

- | | |
|----------------------------------|-----------|
| Le Schweiz. Gewerbeverein | 3 membres |
| » Handels- und Industrieverein | 3 » |
| » Kaufmännischer Verein | 2 » |
| Verband schweiz. Verkehrsvereine | 2 » |

Le conseil a le droit de se compléter jusqu'à concurrence de 21 membres par l'adjonction de représentants des autorités cantonales et municipales et des sociétés subventionnant l'entreprise en prenant en considération les différentes régions du pays, de manière que tous les intérêts soient représentés dans le conseil.

Celui-ci élit dans son sein, pour une durée de trois ans, un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier.

Il nomme également les comités de direction des bureaux, ainsi que les directeurs. Les fonctions de directeur sont mises au concours.

§ 4. — Le conseil d'administration se réunit à l'ordinaire une fois par an pour prendre connaissance des rapports administratifs et

des comptes de l'exercice, pour voter le budget, procéder aux élections statutaires, et traiter les affaires courantes.

Il se réunit à l'extraordinaire sur la convocation du président ou à la demande du tiers de ses membres.

Il élabore les règlements de service des bureaux et fixe les appointements des employés.

§ 5. — Les comités de direction des bureaux, composés chacun de trois membres, sont chargés, de concert avec les directeurs, de la direction des bureaux.

Les membres de ces comités ont voix consultative dans les séances du conseil d'administration, s'ils ne font pas partie de celui-ci.

Chaque comité de direction nomme les employés à adjoindre au directeur, contrôle la comptabilité, et présente chaque année un rapport au conseil d'administration.

§ 6. — A la tête de chaque bureau est placé un directeur. Le règlement de service fixe ses attributions et ses obligations et détermine les rapports entre le directeur et les comités de direction.

§ 7. — Les ressources de l'institution se composent :

a) Des subventions des autorités.
b) Des subventions des corporations et sociétés.

c) Du produit des inscriptions des producteurs dont le droit d'inscription est fixé à 5 fr. par année; l'inscription donne droit à utiliser les services du bureau.

d) Des subventions volontaires.

Les renseignements aux consommateurs sont donnés gratuitement, à moins, qu'ils n'exigent des frais spéciaux ou des travaux extraordinaires; dans ce cas les débours sont exigibles.

§ 8. — Les présents statuts entreront en vigueur dès que les fonds nécessaires au fonctionnement des bureaux auront été réunis.

Ils peuvent être révisés par la majorité du conseil à condition que la demande de révision soit appuyée par le tiers des membres du conseil, que cette demande ait été annoncée à tous les membres quinze jours au moins avant l'assemblée et que les deux tiers des membres du conseil soient présents.

§ 9. — La liquidation des bureaux ne peut être prononcée que par les deux tiers des membres du conseil.

Celui-ci décide de l'emploi des fonds restant en caisse.

Les présents statuts ont été adoptés par les délégués des sociétés indiquées au chapitre III, réunis à Zurich, le 15 février 1893.

Projet de budget annuel

Recettes

1. Subvention fédérale	fr. 15,000.—
2. Subventions cantonales et communales	» 30,000.—
3. Subventions de producteurs utilisant les offices des bureaux et subventions des corporations	» 10,000.—
Total	fr. 55,000.—

Dépenses

1. Appointements de deux directeurs et des employés	fr. 25,000.—
2. Impressions et frais de réclame	» 10,000.—
3. Loyers, éclairage, chauffage, etc.	» 8,000.—
4. Acquisitions, mobilier	» 5,000.—
5. Frais de bureau, ports compris	» 5,000.—
6. Indemnités pour débours effectifs	» 1,000.—
7. Divers, imprévus	» 1,000.—
Total	fr. 55,000.—

Rapport du Département fédéral de l'industrie et de l'agriculture sur sa gestion en 1893.

Nous reproduisons la première partie qui traite de l'organisation professionnelle des ouvriers.

La question d'une législation fédérale sur les arts et métiers a fait un pas de plus pendant l'exercice écoulé; nous renvoyons à notre message du 25 novembre (F. féd., V. 721) concernant le droit de légiférer en matière d'arts et métiers. Ce message relate aussi les faits ayant trait à cette matière qui sont venus dans le courant de l'année 1892, raison pour laquelle nous pouvons ici passer ces faits sous silence.

A ce propos, nous ferons remarquer ce qui suit :

Le 20 juin, l'autorité fédérale a été nantie d'une requête de l'assemblée des délégués des fédérations horlogères suisses postulant l'introduction de syndicats obligatoires. Par lettre du 21 juin, le Conseil national s'en est remis à nous de prendre cette requête en considération de la manière que nous estimerions convenable. Par notre office du 12 juillet, nous avons répondu que le Conseil fédéral présenterait en première ligne un projet d'arrêté fédéral conférant à la Confédération, par le moyen d'une révision de la constitution, le droit de légiférer en matière d'arts et métiers, et qu'il pensait réserver à la législation proprement dite la question de savoir s'il y a lieu d'introduire des syndicats obligatoires.

Nous avons écarté par le même motif la requête du comité central de la fédération centrale des ouvriers et ouvrières de l'industrie et de la broderie à Lachen-Vonwil, du 12 décembre, qui demandait, au nom d'une assemblée générale du 11 septembre, que, dans une législation fédérale sur les arts et métiers, les syndicats obligatoires fussent pris en considération. Par requête du 10 juin, le comité central de l'association des ouvriers des blanchisseries et des ateliers d'apprêtage de la Suisse orientale, agissant au nom d'une assemblée tenue le 6 juin, nous a exprimé le vœu que, lors des débats touchant les syndicats professionnels, on mit aussi en discussion la question de la création de secrétariats professionnels; il ressortait des motifs indiqués pour appuyer cette proposition qu'il s'agissait particulièrement aussi de la création de secrétariats des différents groupes professionnels des ouvriers de fabriques et de l'allocation de subsides en faveur de cette institution. En date du 5 juillet, nous avons adressé la réponse suivante, que, en considération de la nature de la chose, nous reproduisons en entier :

La requête des ouvriers des blanchisseries et des ateliers d'apprêtage doit être considérée en première ligne au point de vue général, soit dans sa connexion avec des questions pendantes de nature analogue. Ce dont il faut tenir compte avant tout, c'est du problème de l'organisation, avec la coopération de l'état, de personnes appartenant à la même profession; une question vivement discutée, c'est, comme on le sait, celle de savoir si, et éventuellement comment (syndicats obligatoires ou facultatifs, coopération soit des employeurs, soit des employés) ces conditions doivent être réglées par la législation fédérale; les autorités fédérales ont été nanties de cette question dans le sens qu'en premier lieu il se prépare une révision de la constitution fédérale, aux fins d'octroyer à la Confédération le droit de légiférer sur toutes les conditions ayant trait aux arts et métiers (dans le sens le plus étendu), mais que, pour le moment, il ne doit être créé aucun préjugé au sujet des questions à résoudre par la législation, auxquelles appartient entre autres celle de l'organisation professionnelle. Partant de ce point de vue, la Confédération ferait œuvre prématurée et peu utile à une réglementation subséquente, uniforme et rationnelle, si, prenant en considération la requête des ouvriers des blanchisseries et des ateliers d'apprêtage, elle créait des faits accomplis relativement à l'institution de secrétariats professionnels et à l'organisation

des ouvriers de fabrique, objets qui sont en connexion intime et réciproque.

Tout en admettant que la pétition dont il s'agit part des meilleures intentions, il y a en outre à considérer que la Confédération ne peut encourager et même susciter exclusivement les revendications des ouvriers de fabrique. Il va de soi que le devoir des autorités est de n'intervenir qu'objectivement, notamment dans les aspirations des sphères économiques de notre pays; l'organisation d'une classe économique ne peut être appuyée avant que la représentation de l'autre ait été soumise à un examen sérieux. Mais la solution de cette question a été, comme nous l'avons dit, renvoyée à plus tard.

Dans l'intervalle, le secrétariat ouvrier suisse, dont la Confédération facilite l'existence par ses subsides, aussi bien que celle d'institutions analogues d'associations d'employeurs, serait l'organe le mieux placé et nanti de compétences suffisantes pour accomplir une partie importante de la tâche qui incomberait aux secrétariats professionnels. L'article 2 de son règlement du 11 avril 1887 prescrit entre autres : « En particulier, il (le secrétariat) devra faire des recherches sur les conditions de l'ouvrier en Suisse et étudier les questions d'économie sociale », etc. Il emploie comme organes intermédiaires les comités des nombreuses associations (sociétés ouvrières, corps de métiers, caisses de secours, etc.) qui constituent la fédération ouvrier suisse, de sorte qu'on ne pourrait attribuer une trop grande importance à la coopération prévue des secrétariats professionnels, outre qu'on peut se demander si cet appareil ne serait pas entravé dans ses fonctions par l'intervention d'organes qu'on ne peut adapter sans autre dans le cadre de la fédération ouvrier. Il est vrai que la tâche du secrétariat ouvrier n'est pas d'organiser les différents groupes professionnels de la classe ouvrier et que, à cet égard, les requérants ne peuvent être renvoyés à cette institution.

Il est enfin à remarquer que la pétition dont il s'agit entraîne de telles conséquences sous le rapport politico-social et sous le rapport financier que, ne fût-ce que par cette seule raison, elle ne pourrait guère être liquidée dans un temps prochain. Car on ne s'en tiendrait aucunement à l'organisation des quatre catégories d'ouvriers de fabrique désignées dans la pétition, et l'appui de la Confédération serait revendiqué aux mêmes titres en faveur des groupes professionnels des autres catégories d'ouvriers de fabrique, de même qu'en faveur des ouvriers n'appartenant pas aux fabriques; tels que ceux employés dans l'agriculture, les métiers et la petite industrie et aux services domestiques, etc. lesquels constituent la grande majorité. En admettant que ce soit déjà une question critique que celle de savoir si la Confédération agirait sagement en principe en se chargeant des frais de la constitution de secrétariats représentant les différents groupes professionnels, le premier pas dans une voie qui conduirait à des changements de si vaste portée et encore problématiques et à des dépenses très considérables, mériterait dans tous les cas doublement réflexion.

Le Conseil fédéral regrette donc de ne pouvoir, pour les raisons indiquées, prendre en considération la requête du comité central précité.

Manifestation du 1^{er} Mai 1893

On nous communique la pièce suivante, avec prière de la reproduire.

Appel aux associations et unions ouvrières de la Suisse romande

Chers camarades,

Le comité central suisse pour la célébration du premier mai 1893, en vue d'établir un

échange de renseignements et une entente générale dans l'organisation des manifestations du 1^{er} mai dans la Suisse romande, a constitué, à Bienne, un sous-comité; celui-ci vous communique les dernières dispositions suivantes :

1. Une invitation pressante est adressée aux citoyens qui veulent prêter leur concours d'orateur français, dans l'une des assemblées romandes, à bien vouloir nous en informer de suite.

2. Les associations et unions ouvrières locales qui ont l'intention d'organiser des assemblées publiques et qui désirent se procurer un orateur français, sont également invitées à nous en informer de suite.

3. Un projet de résolution uniforme et une pétition aux chambres fédérales, avec mention de la question du droit au travail, seront adressés à toutes les assemblées prévues pour signature par les bureaux respectifs.

En vue d'une action commune, il serait désirable que les organisations locales, qui organisent la célébration du 1^{er} mai sans intervention du comité central ou du sous-comité romand, nous informent cependant de leurs dispositions.

4. En vue de la publication d'une feuille de propagande en langue française, les comités locaux sont priés de nous indiquer le nombre d'exemplaires qui doivent leur être adressés.

5. La société des passementiers de Bâle se met à disposition des organisations locales pour les insignes de fête. Adresse: Emile Jauslin, président, Hammerstrasse 189, Bâle.

6. Nous fixons comme dernier délai des communications que nous puissions transmettre, le vendredi 28 avril, à midi.

Ouvriers romands! Sachons faire usage des quelques jours qui nous séparent de la grande

manifestation universelle du 1^{er} mai, pour préparer partout une digne célébration de la lutte pour l'émancipation du travail et le triomphe de la paix. Pas d'indifférence! Debout tous le 1^{er} mai 1893!

Salutations fraternelles!

Bienne, le 20 avril 1893.

Le sous-comité romand.

Adresse: A. Schwitzguébel.

Nouvelles diverses

Loi contre l'usure. — Le Reichstag allemand a adopté la motion Rintelen, ainsi que les stipulations spéciales concernant la punition de l'usure dans le commerce du bétail et dans les prêts sur la propriété privée.

Armée suisse. — D'après le rapport de gestion du Département militaire, les huit divisions de l'Elite formaient, au premier janvier, un effectif de 131,424 officiers, sous-officiers et soldats, soit: 85,321 fantassins, 3105 cavaliers, 19,434 artilleurs, 7355 soldats du génie, 4601 hommes incorporés dans les services sanitaires, 1440 dans les troupes d'administration, 81 officiers judiciaires.

La Landwehr compte un effectif de 81,425 officiers, sous-officiers et soldats, soit: 59,408 fantassins, 2979 cavaliers, 12,136 artilleurs, 3601 soldats du génie, 2909 dans le corps sanitaire et 537 dans l'administration.

Le Landsturm compte 2812 officiers, 7020 sous-officiers et 263,941 soldats. — Le total donne 486,682 hommes.

La consommation d'or. — Les statisticiens de l'Amérique du Nord soulèvent tout étonnés la question de savoir où passe tout l'or produit: question qui n'a rien d'étonnant, car depuis l'année 1849, où l'on a découvert

les premières mines d'or de l'Amérique, celle-ci ont produit pour près de 9 milliards et demi de ce métal; et, comme l'exportation n'a dépassé l'importation, depuis cette époque jusqu'à nos jours, que de 2350 millions, il a dû en rester infailliblement 7150 millions dans le pays. Mais, d'autre part, la statistique gouvernementale, tout en tenant compte de l'or consommé par l'industrie, n'accuse que la présence effective de 3445 millions, de sorte qu'on est amené à se demander où ont pu passer les 3705 millions restants? La seule réponse plausible à cette question, réponse d'ailleurs acceptée par les statisticiens comme conforme à la réalité, c'est que, à part une faible partie perdue dans les naufrages ou d'une manière quelconque, le reste est enfoui dans les tirelires ou enterrée dans les jardins par les habitants de la campagne trop éloignés des banques ou trop peu confiants en elles pour leur confier leurs économies.

Examens d'apprentissage. — Le Département de l'Industrie et de l'Agriculture du canton de Neuchâtel rappelle aux maîtres et maîtresses d'apprentissage, ainsi qu'aux apprentis et apprenties du canton, que les examens professionnels prévus par la loi du 21 novembre 1890 auront lieu dans le courant du mois de juin.

Contrairement à l'article 3 du règlement général pour les examens d'apprentis, il n'y aura cette année qu'une seule série d'examens.

Cote de l'argent

du 22 Avril 1893

Argent fin en grenailles . . fr. 141¹/₂50 le kilo.

ALCIDE RICHARD
Sonvillier 1831-23

Horlogerie garantie
Genre pour le Japon
et l'Angleterre

Echappements à ancre et anglais



FRANÇOIS BOURGEOIS
Rue Levrier, 5, GENÈVE

RUBIS, SAPHIR, CHRYSOLITHE
ET GRENAT BRUT

Importation directe des Indes

USINE HYDRAULIQUE
pour la fabrication des Joyaux
d'horlogerie 1961

Diamants et pierres de couleurs
taillées pour la bijouterie

H. KLEINERT
Rue Centrale, 13, Bienne
Aciers suédois et anglais, et
Laitons pour tous les usages de
l'horlogerie. 1975-43

MATILE-MATHEY
CHEMISIER
— BIENNE —

Fabrication de pochettes pour
montres. 2080

Oxydage
de Boîtes acier
Ouvrage soigné 1899-3

Jean FINGER
LONGEAU près Bienne

Bureau technique
d'horlogerie

CHARLES HOURIET
COUVET

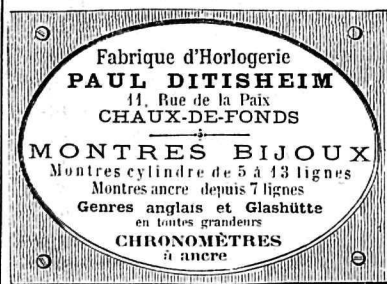
Etude de calibres nouveautés
en pièces simples et compliquées

Exécution de projets
Rectification d'essais

Exécution très exacte des
préparatifs (pointeurs, jauge,
modèles, etc.) pour leur fabri-
cation mécanique interchan-
geable, étampes pour pièces
soignées.

Installation complète
de fabriques, machines, outils
en tous genres

Devis. — Renseignements.
Conseils. 1897-30



ATELIER
de 1988-X
plantages d'échappements
ancre

petites et grandes pièces

Z. BARBEZAT-ROBERT
Verrières

Maison d'Agence et de Commission
pour l'horlogerie

A. HORNSCHUH
Francfort s. M. - Sachsenhausen

Importation 2090-5
Transit. — Exportation.

On se charge de la réexpédition
des envois d'horlogerie provenant
de France ou d'autres pays.

A vendre
par suite de décès
un gros tour à nikeler
presque neuf, ligne droite et cir-
culaire avec accessoires.
S'adresser chez M. Uhlinger,
mécanicien au Locle. 2093-2

On demande l'adressé du
fabricant de porte-montre avec ther-
momètre en forme de point d'inter-
rogation.

S'adresser au bureau. 2096-3



Un
commerçant

qui a visité pendant 10 ans les hor-
logers de toutes les provinces
d'Allemagne, au courant de la fa-
brication d'ébauches et de l'établis-
sage ainsi que de la correspon-
dance allemande et française et
de la tenue des livres, grande con-
naissance des outils et fournitures
d'horlogerie pour l'exportation,
désire occasionnellement changer
sa place. Références et certificats
de 1^{er} ordre. Adresser les offres
sous initiales **P. S. 303** au bureau
du Journal. 2095-3

Un chef de fabrication
pour la montre finie et l'ébauche
cherche position. — Références et
certificats de 1^{er} ordre. Ecrire
sous initiales **H. 1255 Ch.** à l'agence
**Haasenstein & Vogler, Chaux-
de-Fonds.** 2098-2



Oxidage de boîtes d'acier en tous genres, rouge, brun et noir, d'un très beau brillant.

Oxidage ordinaire très solide.

L.-A. RIESEN, Berne

Premier atelier fondé en 1882; seule maison pouvant par suite de longues expériences garantir la solidité et empêcher la rouille après l'oxidage. 2073-7

Fabrique d'horlogerie
MAURICE DITISHEIM
16, rue Léopold Robert, 16, CHAUX-DE-FONDS

Montres fantaisie pour Dames.
Montres répétitions avec toutes complications. 2005-x

Assortiment complet en ces spécialités.

Marché d'horlogerie de Bienne
Tous les Mardis au Bielerhof
dès 9 h. du matin à 4 h. du soir

sous les auspices du syndicat des fabricants d'horlogerie des cantons de Berne et Soleure

Achats. — Ventes. — Recueils des Marques de fabriques et renseignements verbaux gratuits aux fabricants syndiqués. 1884-3

La Chambre syndicale.

AVIS

AUX

Fabricants de Cadrons et Emailleurs

Le soussigné à l'honneur de prévenir MM. les fabricants de cadrons et émailleurs, qu'il a chargé M. **Georges Leuba**, avocat, de poursuivre à teneur de la loi quiconque contrefera ou imitera ses produits qui font l'objet du Brevet fédéral n° 502.

La Chaux-de-Fonds, mars 1893.

2066-4

J. WYSS, fils.

FABRIQUE D'HORLOGERIE
Spécialité de Montres fantaisie pour Dames

Henry Lacroix

7, rue du Voirons GENÈVE rue du Voirons, 7

Représenté à Chaux-de-Fonds par M^r Armand Ducommun, rue Léopold Robert, 23. 1965

Nous sommes
Acheteurs

dans ce moment de
montres genre anglais

à clef et remontoir argent et or
Envoyez de suite dernier prix,
d'abord sans échantillon, par lettre
seulement à 2097-3

Smith, 21,
Bielerhof, Bienne.

AVIS

aux

Fabricants d'Horlogerie

Cadrons finiqués émaux transparents de toutes couleurs et formes, sur plaques argent fin, produisant les plus brillants effets. 2086-1

Prix sans concurrence

César Wuilleumier
3, Rue du Puits, 3
CHAUX-DE-FONDS

A VENDRE
à prix réduits

Ouvrages horlogers et scientifiques, livres divers (liste sur demande); Montres égrenées, revêts, pendules, régulateurs, sonneries électriques, téléphones, etc. — Une marmotte pour horlogerie; une machine à écrire.

Charles GROSS fils,
St-Imier.

IMPRIMERIE

de la
FÉDÉRATION HORLOGÈRE SUISSE
Chaux-de-Fonds

Déclarations de douane) Types officiels
Bulletins d'expéditions) avec
Raison sociale, etc
Economie de temps et d'argent,
pour MM. les fabricants d'horlogerie.

HORLOGERIE GARANTIE

BIENNE

(Suisse)

Calibre Vacheron



L. Burri-Haldi

Seul Fabricant

du Remontoir 10 lignes

calibre Vacheron

Spécialité pour articles de fantaisie
or, argent et acier

Calibre et Marque déposés

BIENNE

(Suisse)

Marque
de fabrique
déposée



Fabricant de la montre crémalière
nouveau système, brevetée sous n° 1340, s'adaptant sur bracelets, pendulettes, cannes, cravaches, etc.

Seul représentant et dépositaire pour le canton de Neuchâtel
M. Paul Bailod-Houriet, au Locle

Echantillons à disposition.

2032-37

Fabrique de pendants, couronnes et anneaux
POUSSETTES INDÉPENDANTES (en tous genres)
Or, Plaque or, Galonné, Argent, Acier et Métal 1962

Jules BOURQUIN

MADRETSCH (Suisse)

Assortiments cylindriques et ovales soignés
Spécialité pour grandes pièces jusqu'à 36 lignes canons olives.
TÉLÉPHONE

Seules médailles d'argent. Exposition universelle, Paris 1878. — Paris 1889
Médaille Chaux-de-Fonds 1881. — Diplôme Zurich 1883.

Fabrique d'Aiguilles de Montres en tous genres

Maison fondée en
1812

WAGNON FRÈRES
GENÈVE

Maison fondée en
1812

Succursales et Dépôts:
Chaux-de-Fonds, 5, rue Daniel JeanRichard, 5,
Locle, 325, rue Bournot, 325.

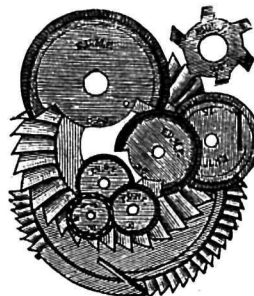
Spécialité d'aiguilles Louis XV, ciselées or, acier, en composition dorée. Breguet et poires de toutes formes. Grandes et petites secondes, Chronographes, quantièmes, compteurs, etc. 1799-18

F^{re} Ulysse Munier fils, Reconvillier
(JURA BERNOIS, Suisse)

Fabrique de fraises en tous genres pour l'Horlogerie
Petit et gros volume - Usine à vapeur

Fraises à tiges de diverses formes

Fraises spéciales pour fraisages de
places de charnières, aux
carrures et fonds de boîtes d'un seul
passage. 1867-9



Agences internationales de Renseignements commerciaux

BUREAUX D'AFFAIRES
Louis Soguel

LA CHAUX-DE-FONDS

LE LOCLE

Rue Léopold-Robert, 25a — Rue Bournot, 326

Gérances; — Recouvrements; — Représentation devant les tribunaux civils et pénaux, etc., etc. 2065